

MAITRE D'OUVRAGE

Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)
de la commune de 68127 Sainte-Croix-en-Plaine

Marché public de fournitures courantes et services

OBJET DU MARCHE

**Fourniture de repas en liaison chaude
pour la structure centre périscolaire / Accueil de Loisirs
Sans Hébergement (ALSH)**

DATE ET HEURES LIMITEES DE REMISE DES OFFRES

**Mardi 3 juin 2025
A 12h00**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Sommaire

Article 1 - Organisme acheteur	3
Article 2 - Objet du marché.....	3
2.1. Marché de service :.....	3
2.2. Décomposition en tranches :.....	3
2.3. Décomposition en lots :.....	3
2.4. Durée et date d'exécution du marché :.....	3
2.5. Lieu :.....	3
2.6 Spécificités du dossier de consultation :.....	3
Article 3 - Conditions de la consultation	3
3.1. Procédure :.....	4
3.2. Validité des offres :.....	4
3.3. Langue et unité monétaire :.....	4
3.4. Type de prix : le marché est conclu à prix révisable :.....	4
3.5. Sous-traitance :.....	4
3.6. Groupement d'entreprises :.....	4
3.7. Modalités de demande du dossier de consultation	4
3.8. Modification du dossier de consultation.....	4
3.9. Modalité de remise des offres :.....	4
Article 4 - Informations, documents à fournir.....	5
4.1. Pièces du marché à compléter, parapher et signer :.....	5
4.2 Capacités techniques et professionnelles du candidat :.....	5
4.3. Le bordereau de prix, dûment complété.....	5
4.4 Le mémoire technique : cf. art. 7 du cahier des charges.....	5
4.5. Pièces justificatives à fournir.....	5
4.5.1. Pièces à fournir à l'appui de la candidature.....	5
4.5.2 Pièces à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, au titre des justifications à produire prévues à l'article 46 du Code des Marchés Publics :	6
Article 5 - Marché de base, variantes et options	8
5.1 Marché de base	8
5.2 Option :.....	8
5.3 Variantes.....	9
Article 6 - Sélection des candidatures.....	9
Article 7 - Critères d'attribution de l'offre de base	9
7.1. Critères.....	9
Article 8 - Dispositions complémentaires.....	10
8.1 Modification apportées par le candidat.....	10
8.2 Ordre de priorité des pièces contractuelles :	10
8.3 En cas de contradiction du montant du marché pour l'attribution et le paiement des prestations du marché à bons de commande	10
8.4 En cas de modification du taux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en cours d'exécution du marché :	10
8.5 Offres anormalement basses	10



Article 1 - Organisme acheteur

CCAS de 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE
Représenté par M. Mario ACKERMANN, Président
Mairie – 25 route de Bâle – BP 30015
68127 Sainte-Croix-en-Plaine

Article 2 - Objet du marché

2.1. Marché de service :

Le présent marché a pour objet :

LA FOURNITURE DE REPAS EN LIAISON CHAUDE POUR LA STRUCTURE CENTRE PERISCOLAIRE / ALSH

comprenant la conception, la fourniture et la livraison de repas en liaison CHAUDE

2.2. Décomposition en tranches :

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.3. Décomposition en lots :

Prestation divisée en lots : NON

2.4. Durée et date d'exécution du marché :

Marché valable 1 an à compter **du 29 août 2025** et renouvelable 1 fois soit jusqu'au 28 août 2027.

2.5. Lieu :

Centre périscolaire Pôle jeunesse Doris BILLER– 13 rue de l'école – 68127 Sainte-Croix-en-Plaine

2.6 Spécificités du dossier de consultation :

En cas d'erreur ou d'incompréhension dans le présent dossier, le candidat en fera part par écrit au CCAS de Sainte-Croix-en-Plaine, au moins 5 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats devront s'être assurés d'avoir pu appréhender toutes les difficultés de la prestation pour une parfaite exécution.

Le prix indiqué par le candidat comprend toutes les sujétions pour une parfaite exécution dans les délais et dans les règles de l'art.

Article 3 - Conditions de la consultation



3.1. Procédure :

Le présent marché est passé, dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019, et plus particulièrement en procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R 2123-1 3° (marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques) et R. 2123-4 à R.2123-7 dudit Code.

Le pouvoir adjudicateur est disposé à accueillir des offres répondant à certaines variantes plus écologiques et favorables au développement durable : conditionnement, origine des produits.

3.2. Validité des offres :

Les offres seront réputées valables pour une période de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3.3. Langue et unité monétaire :

Les offres devront être rédigées en Français. L'unité monétaire retenue est l'euro.

3.4. Type de prix : le marché est conclu à prix révisable :

Voir article 6 du cahier des charges.

3.5. Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter librement l'exécution partielle de son marché, conformément aux dispositions relatives à la sous-traitance (articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics).

Dans ce cas, le titulaire devra établir la déclaration de sous-traitance (ou imprimé DC4) téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

3.6. Groupement d'entreprises :

Conformément à l'article 51-VII du Code des marchés publics, si le marché est attribué à un groupement conjoint, celui-ci sera tenu d'assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution du marché.

3.7. Modalités de demande du dossier de consultation

Conformément à l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu/>

Le dossier de consultation comprend :


- le règlement de la consultation
- le cahier des charges
- le bordereau de prix
- l'acte d'engagement

3.8. Modification du dossier de consultation

Le CCAS de la commune de Sainte-Croix-en-Plaine se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation 8 jours avant la date limite de remise des offres ; les candidats en seront alors informés.

3.9. Modalité de remise des offres :

Date et heure limites de remise des offres fixées au

	CCAS DE 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE <i>Fourniture de repas en liaison chaude pour le périscolaire et l'ALSH</i>	Règlement de la consultation Page 4/11
---	---	--

Mardi 3 juin 2025 à 12 heures

La transmission de votre pli par voie électronique est OBLIGATOIRE et une offre reçue par papier sera considérée comme irrégulière.

La transmission des offres par voie électronique est imposée à l'adresse suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu>

Article 4 - Informations, documents à fournir

4.1. Pièces du marché à compléter, parapher et signer :

1. le règlement de la consultation
2. le cahier des charges
3. l'acte d'engagement, accompagné, le cas échéant de la déclaration de sous-traitance

4.2 Capacités techniques et professionnelles du candidat :

- a) les capacités techniques du candidat : la liste des moyens humains et matériels du candidat et s'il y a lieu des sous- traitants
- b) les capacités professionnelles du candidat :
 - les certificats de qualifications professionnelles du candidat et s'il y a lieu des sous-traitants et tout autre document permettant de juger les capacités
- c) La liste des références en fournitures collectives de repas pour enfants

4.3. Le bordereau de prix, dûment complété.

4.4 Le mémoire technique : cf. art. 7 du cahier des charges

Les informations et documents à fournir en point 4.2 serviront à la sélection des candidatures. En cas de non présentation, la candidature sera éliminée.

Les informations et documents à fournir en points 4.3 et 4.4 serviront à la notation des offres. En leurs absences, l'offre du candidat sera éliminée et non analysée.

4.5. Pièces justificatives à fournir

4.5.1. Pièces à fournir à l'appui de la candidature

☞ à défaut la candidature sera éliminée et l'offre ne sera pas analysée

- a) **Déclaration** dûment datée et signée que le candidat (ou le cas échéant chacun des membres du groupement) n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir.
- b) **Copie du ou des jugements** si le candidat est en redressement judiciaire.
- c) Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants, établie sur papier libre (ou **imprimé DC1** téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment datée et signée en précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat ;
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;



En cas de cotraitance et/ou de sous-traitance, le candidat précisera la répartition des prestations entre cotraitant(s) et/ou sous-traitants(s).

- d) Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (joindre la Déclaration du Candidat : **imprimé DC2** qui peut être téléchargé sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) comprenant :
- la présentation des moyens humains et matériels ;
 - la déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices ;
 - certificat d'inscription au registre de la profession, les références de travaux en particulier travaux de même nature et d'importance comparable à l'objet du marché, en cours d'exécution ou exécutés, datant de moins de 5 ans (faire figurer les indications suivantes : objet du marché, l'année ou les années de réalisation, le maître d'ouvrage, le montant TTC).

NOTA :

- 1) *les entreprises récemment créées sont exonérées de la fourniture des pièces ci-dessus demandées (références sur les 5 dernières années et chiffre d'affaires sur les 3 derniers exercices). Toutefois ces entreprises pourront apporter tout élément permettant à la personne publique d'apprécier leur capacité à exécuter le marché. Elles pourront ainsi se prévaloir des capacités professionnelles de leurs responsables.*
 - 2) *l'absence de référence par rapport à l'objet du marché ne peut justifier l'élimination de la candidature.*
 - 3) *en cas de groupement, ces renseignements sont à fournir par chaque co-traitant.*
- e) Dans le cas d'une sous-traitance, le titulaire devra établir la déclaration de sous-traitance (ou imprimé DC4) téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr>.
- f) **Attestations d'assurance** responsabilité civile et décennale. Si ces pièces ne sont pas produites au stade de la candidature, elles devront être fournies dans un délai maximum de 8 jours à compter de la demande faite en ce sens par le pouvoir adjudicateur.
- g) **Attestation sur l'honneur**, dûment datée et signée que le candidat (ou le cas échéant chacun des membres du groupement) n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail.
- h) **Attestation sur l'honneur** figurant en annexe 1 du présent règlement de la consultation ou tout autre document reprenant l'ensemble des éléments figurant à l'annexe 1. En cas de groupement chaque co-traitant est tenu de fournir cette attestation. En cas de fausse déclaration le marché pourra être résilié aux torts et risques du titulaire.

4.5.2 Pièces à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

Candidat individuel ou membre du groupement établi en France.

Dans tous les cas :

- i) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).



Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- j) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et services compétents prouvant qu'il a satisfait (ou, le cas échéant, chacun des membres du groupement) à ses obligations fiscales et sociales au 31.12 de l'année écoulée **ou l'imprimé NOTI 2**.
- k) Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D.8222-5-1°-b du code du travail).

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- l) Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- m) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- n) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- o) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- p) Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au RCS ou au RM est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du code du travail (extrait K ou Kbis ou carte d'identification, etc....)
- q) Dans le cas où l'entreprise n'est pas tenue de s'immatriculer au RCS ou au RM, il devra produire le récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (art. D 8222-5-1°-b du code du travail),

Si ces pièces ne sont pas produites au stade de la candidature, elles devront être fournies dans un délai maximum de 8 jours à compter de la demande faite par le pouvoir adjudicateur.

Nota

- 1/ Dans le cas d'une candidature déposée par un groupement d'entreprises, le mandataire devra fournir la répartition des tâches entre chaque membre du groupement.
- 2/ Dans le cadre d'une candidature déposée par un groupement d'entreprises chaque membre du groupement devra remettre, hormis la lettre de candidature établie par le mandataire, l'ensemble des documents concernant sa société.

Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.

Dans tous les cas :

- Un document qui mentionne (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) :
 - en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

OU

- pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.



- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail).
- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (article D 8222-7-1°-b du code du travail), parmi les documents suivants :
 - lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.

OU

- un document équivalent.

OU

- à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites (article 46-II du code des marchés publics).
Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (article D 8222-7-2° du code du travail) :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.


Article 5 - Marché de base, variantes et options

5.1 Marché de base

Le candidat devra répondre obligatoirement **à toutes les positions** du marché de base.
A défaut, l'offre du candidat sera éliminée et non analysée.

5.2 Option :

Le marché ne comporte pas d'options

	CCAS DE 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE <i>Fourniture de repas en liaison chaude pour le périscolaire et l'ALSH</i>	Règlement de la consultation Page 8/11
---	--	--

5.3 Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

Article 6 - Sélection des candidatures

Les candidatures suivantes ne seront pas recevables :

- Celles qui ne sont pas en règle au niveau de leur situation fiscale et sociale.
- Celles qui seraient en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle prononcée.

Pour l'examen des candidatures seront prises en compte : voir point 4.2

- les capacités techniques : moyens humains et matériels du candidat
- les capacités professionnelles : certificats de qualifications professionnelles

Article 7 - Critères d'attribution de l'offre de base

Les offres seront jugées et classées afin d'apprécier l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

7.1. Critères

1°) Prix total unitaire du repas TTC 40 %

Notation par interpolation entre (prix le plus bas / prix du candidat) x 10

2°) Valeur technique de l'offre - 60 %

Pour la valeur technique de l'offre sera notamment pris en compte : la sécurité alimentaire, la diversité et la qualité des repas, l'équilibre diététique, la prise en compte du développement durable, les services proposés...

La valeur technique sera appréciée d'après le **mémoire technique** fourni par le candidat selon article 7 du cahier des charges

Barème de notation

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Moyen	Insuffisant	Très insuffisant
Note sur 10	10	8	6	4	2

Après analyse des offres, le pouvoir adjudicateur pourra négocier les conditions du marché avec les candidats.



Article 8 – Dispositions complémentaires

8.1 Modification apportées par le candidat

Toute modification apportée par le candidat aux pièces du dossier de consultation entraînera l'élimination de l'offre.

8.2 Ordre de priorité des pièces contractuelles :

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des charges et ses éventuelles annexes

8.3 En cas de contradiction du montant du marché pour l'attribution et le paiement des prestations du marché à bons de commande

En cas de contradiction du montant du marché à bons de commande, soit suite à

- erreur du taux et/ou du calcul de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
- erreur de saisie du candidat
- erreur de calcul autre (quantité, prix unitaire, prix total...)

le montant toutes taxes comprises (TTC) du marché, tel qu'il figure dans les éléments de décomposition de l'offre de prix du candidat et rectifié des éventuelles erreurs de calculs citées précédemment, s'impose aux parties et au comptable.

Ainsi, les prestations ne pourront être payées que dans la limite du montant toutes taxes comprises (TTC) du marché inscrit dans l'offre de prix détaillée du candidat et rectifiée des éventuelles erreurs de calcul et saisie mentionnées précédemment.

Les montants hors taxes, taux et/ou taxe sur la valeur ajoutée et toutes taxes comprises, seront rectifiés sur l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur.

8.4 En cas de modification du taux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en cours d'exécution du marché :

En cas de modification du taux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en cours d'exécution du marché, le montant toutes taxes comprises (TTC) du marché sera recalculé et appliqué en fonction du nouveau taux.

8.5 Offres anormalement basses

Les offres anormalement basses qui s'écarteraient dans une forte proportion des autres offres seront soumises à un examen particulier.

Le candidat pourra être appelé à apporter des explications complémentaires.

Le candidat

(Précédé de la mention « Lu et approuvé »)

A,.....le

Cachet et signature



ANNEXE N°1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je déclare sur l'honneur que :

- j'ai, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations m'incombant en matière fiscale et sociale du Code du Travail, et effectué le paiement des impôts et cotisations exigibles à cette date, ou en l'absence d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, soit acquitté lesdits produits, soit constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme mentionné ci-dessus entre le 31 décembre et la date du lancement de la consultation, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,

- je ne fais l'objet d'aucune interdiction de concourir aux marchés publics, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,

- je n'ai pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.5221-8, L.8231-1 et L.8241-1 du nouveau Code du travail, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,

- je n'ai pas fait l'objet depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du Code Pénal et par l'article 1741 du Code Général des Impôts, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,

- je ne suis pas en redressement judiciaire (ou en situation similaire en droit étranger), ou je joins la copie du ou des jugements prononcés à cet effet (rayer la mention inutile),

- je ne suis pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce ni en faillite personnelle au sens de l'article L. 625-2 du même code (ou en situation similaire en droit étranger),

- Pour les candidats employant au moins 20 salariés :

☐ je respecte l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-2 à L.5212-4, L.5212-9 à L.5212-11 ou L.5212-5 du nouveau code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés,

- Pour les candidats employant des salariés :

☐ le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du nouveau code du travail,

- conformément à l'article 46 du Code des Marchés Publics, je m'engage à fournir les attestations et certificats visés à cet article à la première demande du Pouvoir Adjudicateur avant la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution,

SIGNATURE D'UNE PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE CANDIDAT :

Nom et qualité du signataire : _____ A _____ , le _____

Cachet de l'entreprise et Signature



CCAS DE 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE
*Fourniture de repas en liaison chaude
pour le périscolaire et l'ALSH*

Règlement de la
consultation
Page 11/11